



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence AUBY, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°4 - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au groupement constitué de la société Montpellier Events et de la société TaM.

La convention de Délégation de Service Public (DSP) est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Par délibération n°M2020-143 en date du 31 juillet 2020, un avenant n°1 a approuvé une opération commerciale relative à 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi dans les parkings desservant le centre-ville, dans le cadre du contexte de confinement et de crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, ayant fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier.

Par délibération n°M2020-345 en date du 23 novembre 2020, un avenant n°2 a défini le cadre du dispositif de soutien aux acteurs économiques du tourisme d'affaires souhaité par la Métropole de Montpellier au regard de la poursuite de la crise sanitaire et permettant de renforcer l'attractivité du territoire. Dans l'objectif de confirmer Montpellier Méditerranée Métropole comme destination privilégiée des organisateurs de congrès dans la période d'incertitude actuelle relative au maintien ou aux conditions dégradées des manifestations, Montpellier Events a été sollicitée afin de mettre en place des conditions particulières de vente pour que les organisateurs de congrès limitent leurs frais liés à la réservation du site de congrès.

Un 3^{ème} avenant approuvé par délibération n°M2021-116 en date du 29 mars 2021 intègre des travaux de sécurisation du parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra par la société TaM.

Le contrat de délégation de service public prévoit une obligation d'accueil au Corum pour certaines associations culturelles (Opéra Orchestre National Montpellier Occitanie, Festival Radio France et Montpellier Danse). En contrepartie ces associations ont un engagement financier auprès de Montpellier Events. L'article 30.1 du contrat de DSP prévoit de manière stricte les conditions financières et les modalités de réservations des auditoriums comme l'utilisation de locaux à usage de bureaux ou à usage artistique. Le contrat précise également que le délégataire doit conclure avec chacune des trois associations une convention précisant les modalités financières et les modalités de réservations.

Cependant la crise sanitaire a fortement perturbé le monde de l'événementiel et notamment les programmations des associations culturelles impérativement accueillies au Corum, sans pour autant que le contrat ne permette une modulation des loyers ou un report de jours conséquent.

Ainsi il y a lieu de modifier par avenant n°4, le contrat de DSP afin de prévoir la possibilité d'inclure des modalités d'applications spécifiques entre le délégataire et chacune des associations sur la période de crise sanitaire.

Il est donc proposé de modifier l'article 30.1 relatif aux conditions d'accueil des associations culturelles afin de permettre au délégataire d'adapter dans cette période exceptionnelle et de gré à gré, les modalités de réservation, les modalités d'occupation, ainsi que les modalités financières en lien avec le contexte économique et événementiel au titre des années 2020 et 2021 fortement impactées par la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (par exemple : mise en œuvre d'un report de jours de programmation sur l'année suivante plus important que ce que prévoit le contrat initial, ou encore réduction d'une partie du loyer,...).

Les montants forfaitaires versés par les associations participent à l'équilibre économique du contrat de DSP, ainsi les modifications éventuelles des conditions financières de ces occupations ne doivent pas porter atteinte de manière trop importante à l'équilibre du contrat, afin de ne pas entraver la poursuite du programme d'investissements notamment. Dans le cadre où le délégant souhaiterait opérer un dégrèvement exceptionnel complémentaire à celui opéré par le délégataire, sur le forfait d'occupation des structures accueillies au titre des années 2020 et 2021 ; le délégant s'engagerait à compenser la perte de revenus supplémentaire pour le délégataire par une baisse de la redevance fixe et forfaitaire d'occupation du domaine public prévu à l'article 42 du contrat.

Il convient de noter par ailleurs que les conventions entre le délégataire et les associations culturelles doivent être approuvées par Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 24 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Florence BRAU, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOU, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161476-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4 DSP Corum Zenith.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.